

Finalité 1. Gestion des clients ainsi que de l'ensemble des produits et des services bancaires et assurantiels offerts par la Caisse Régionale

Description générale de la finalité : La gestion du compte du client et des autres produits souscrits auprès de la Caisse Régionale, notamment le traitement des opérations bancaires, la mise à disposition des moyens de paiement et plus généralement l'ensemble des opérations relatives au compte ou aux produits souscrits ainsi que la gestion de la relation entre le client et la Caisse Régionale.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
1.1 Souscription et ouverture du compte (y compris la mise à disposition des moyens de paiement) et des autres produits et services	Nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel le client est partie	Cinq (5) ans**** à compter de : - l'opération pour les données relatives à cette opération - la fin du contrat pour les données relatives à ce contrat	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, CAMF, CAMCA, AVEM, CACF, CA-Titres, filiales informatiques) ; - La ou les compagnies d'assurance partenaire(s) du Groupe Crédit Agricole (filiale ou non du Groupe Crédit Agricole) ainsi que les sociétés concevant ou et/ou gérant les produits et services distribués par la Caisse régionale (filiale ou non du Groupe Crédit Agricole) ; - Les prestataires façonniers		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, AVEM) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France) Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion	

<p>1.2 Gestion du compte et des autres produits et services (y compris le traitement des opérations et la tarification)</p>	<p>Nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel le client est partie</p>	<p>Cinq (5) ans**** à compter de : - l'opération pour les données relatives à cette opération - la fin du contrat pour les données relatives à ce contrat</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CATS, AVEM, CAPS, Pacifica, CAMCA CAAE, Prédica et Indosuez, CA Titres, Ca chèques, filiales informatiques) ; - Réseaux interbancaires; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont FGAS, Banque de France) ; - Les prestataires routeurs ; - Les prestataires externes (dont TESSI AVEM, ATOS, DGA Mobile, STETS) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiale nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS) ; - Réseaux interbancaires ; - Autres banques ou assurances ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France) ; - Fournisseurs de services de communication et routeurs (dont SPARKPOST, PROSODIE, Netsize, ACCENGAGE) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion 	
---	--	---	---	--	--	--

1.3 Gestion de la communication et des informations délivrées au client au titre du compte et des autres produits et services	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	<p>Cinq (5) ans**** à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la communication du message pour les données relatives à ce message - de la fin de la relation commerciale pour les données relatives à la relation commerciale avec le client 	<ul style="list-style-type: none"> - Les administrateurs des Caisses Régionales - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques et le centre Communication Multimédia) ; - Les prestataires routeurs 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont Cofilmo, Edokial, Car Print) ; - Prestataires routeurs - Fournisseurs de services informatiques et de communication (dont IBM, SPARKPOST, PROSODIE, Netsize, ACCENGAGE) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières 	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'assurer la communication avec les clients dans le cadre de leurs relations contractuelles***
1.4 Traitement des changements de situation du client ayant un impact sur la gestion du compte et des autres produits et services (y compris la clôture des produits et services)	Nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel le client est partie	<p>Cinq (5) ans**** à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'opération pour les données relatives à cette opération - la fin du contrat pour les données relatives à ce contrat 	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques) ; 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont Edokial) ; - Prestataires externes (dont Quicksign, 	

			<ul style="list-style-type: none"> - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France, Direction Générale des Impôts) 		<p>Resocom)</p> <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion 	
1.5 Respect des obligations légales et réglementaires liées à la gestion du compte et des autres produits et services	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	<p>Cinq (5) ans**** à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'opération pour les données relatives à cette opération - la fin du contrat pour les données relatives à ce contrat 	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont les autres Caisses Régionales, les autres banques, Prédica, CAMCA, filiales informatiques) ; - Les organismes de caution (dont BEI) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont BPI) ; - Les prestataires transporteurs de fonds ; - Officiers ministériels (dont notaires) ; - Services de prévoyance et garantie obsèques (dont Auxia) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres banques ou assurances - Collectivités territoriales (dont mairies) ; - Officiers ministériels (dont notaires) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion 	

1.6 Traitement des incidents liés aux opérations sur le compte	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Cinq (5) ans**** à compter de l'incident	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont AVEM, CAPS, CA-Chèques, filiales informatiques) ; - La banque du remettant 	<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS et AVEM) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Informations financières 	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de traiter les incidents, de se protéger contre ceux-ci et de prévenir les personnes concernées (clients ou tiers)***
--	---	--	---	---	---

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Immobilier-securite-assistance@ca-aquitaine.fr

*** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (*sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice*)

**** Sous réserve de l'application de durées légales de conservation ou de prescription plus longues

Finalité 2. Recouvrement, gestion du contentieux et de la preuve

Description générale de la finalité : Ensemble de procédures utilisées pour récupérer les sommes dues par le débiteur.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
2.1 Recouvrement / relation client	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Cinq (5) ans**** à compter de l'événement déclencheur lié au recouvrement	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CACF, CAAGIS, CAMCA, Crédit logement, filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont BPI, tribunaux) ; - Officiers ministériels et auxiliaires de justice (dont huissiers, avocats) - Sociétés de recouvrement ; - Associés SCI ; - Mandataires liquidateurs ; - Cautions ; - France active 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestataires externes fournissant une évaluation des biens ou une recherche d'adresse ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont tribunaux de commerce, BODACC) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières 	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de procéder au recouvrement de ses créances ou de former des demandes en justice pour la protection de ses intérêts ou ceux des clients***

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Immobilier-securite-assistance@ca-aquitaine.fr

***** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice)**

****** Sous réserve de l'application de durées légales de conservation ou de prescription plus longues**

Finalité 3. Prospection et animation commerciale

Description générale de la finalité : Développer la relation client et les offres, connaître et fidéliser les clients.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
3.1 Envoi d'une communication commerciale personnalisée	<p>Consentement du client ou du prospect pour les communications par voie électronique (mail, SMS ou automate d'appel)*</p> <p>Intérêt légitime de la Caisse Régionale pour les autres cas, notamment pour les communications par voie postale ou téléphonique, ou les communications par voie électronique portant sur des produits et services analogues à ceux déjà souscrits</p>	<p>Trois (3) ans à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fin de la relation commerciale pour les clients - de la dernière communication pour les prospects 	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques) ; - Les prestataires routeurs ; - Les prestataires télécoms (dont opérateurs télécoms, fournisseurs d'accès internes) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Fournisseurs de services informatiques et de communication (dont IBM, SPARKPOST, PROSODIE) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Donnée de connexion 	<p>L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de réaliser des opérations de prospection commerciale auprès de ses clients et prospects***</p>
3.2 Gérer la relation client / prospect	<p>Intérêt légitime de la Caisse Régionale</p>	<p>Trois (3) ans à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fin de la relation commerciale pour les clients 	<ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prestataires externes 	<p>L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'assurer une relation optimale avec les clients et prospects***</p>

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
		- de la dernière communication pour les prospects			<p>dans le cadre de la préparation des entretiens</p> <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières 	
3.3 Pilotage des activités marketing, élaboration de nouvelles offres	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	<p>Trois (3) ans à compter de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fin de la relation commerciale pour les clients - de la dernière communication pour les prospects 	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont le centre de services partagés CSP, la Fédération Nationale du Crédit Agricole, filiales informatiques) ; - Les prestataires externes 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Prestataires fournisseurs <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, 	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'optimiser son efficacité commerciale, à travers par exemple l'élaboration de nouvelles offres adaptées au marché***

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
					etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion	
3.4 Proposition d'offres et services personnalisés	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Trois (3) ans à compter de : - la fin de la relation commerciale pour les clients - de la dernière communication pour les prospects	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont Prédica, Amundi, CACF, le centre de services partagés CSP, filiales informatiques)		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CACF) ; - Prestataires externes Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières - Données de connexion (logs, traces, cookies)	L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'améliorer sa connaissance des clients et prospects afin de mieux concevoir et cibler ses offres***
3.5 Utilisation des données de navigation à des fins publicitaire ou d'enrichissement de la	Consentement de l'utilisateur*	Douze (12) mois à compter du dépôt des cookies dans l'équipement terminal de l'utilisateur	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)	Etats-Unis - Décision d'exécution (UE) 2016/1250 de la Commission		

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
connaissance clients / prospects				Européenne du 12 juillet 2016 autorisant le transfert de données personnelles vers les entreprises situées sur le territoire américain ayant adhéré au programme Privacy Shield		

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Immobilier-securite-assistance@ca-aquitaine.fr

*** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (*sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice*)

Finalité 4. Evaluation et gestion du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude

Description générale de la finalité : Maîtriser les Risques et la Finance, assurer et piloter le Contrôle Interne et la conformité.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
4.1 Déclarations auprès de tiers habilités	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont GIE COBALT, filiales informatiques)			
4.2 Elaborer et valider le modèle de cotation des risques de défaut	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)			
4.3 Gestion de la conformité	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; Ces données relèvent des catégories	

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
					<p>suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Informations financières 	
4.4 Gestion du risque	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CACF, GIE COBALT, GIE CASIHA, filiales informatiques) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Centres de gestion des liasses fiscales <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie professionnelle - Informations financières - Données de connexion 	

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
4.5 Prévention des risques de défaillance	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	Trois (3) mois à compter du retard de paiement	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)			L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est de prévenir les risques de défaillance afin d'assurer sa sécurité financière***
4.6 Prévention, détection et gestion de la fraude	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont filiales informatiques)		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole Ces données relèvent des catégories suivantes : - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Professionnelle - Donnée de connexion	
4.7 Sécurité des personnes et des biens	Intérêt légitime de la Caisse Régionale	30 jours**	-Services internes du Crédit Agricole d'Aquitaine. -Les Autorités sur réquisitions.			L'intérêt légitime de la Caisse Régionale est d'assurer la sécurité des clients, prospects et de ses collaborateurs, ainsi que de ses biens et de ceux des clients,

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
						prospects et de ses collaborateurs***

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Immobilier-securite-assistance@ca-aquitaine.fr

*** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice)

Finalité 5. Respect des obligations légales et réglementaires notamment dans la lutte contre le blanchiment

Description générale de la finalité : Produire les déclaratifs réglementaires, assurer la sécurité financière.

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
5.1 Déclarations auprès de tiers habilités	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA ; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (Banque de France, Direction Générale des Impôts) 		<p>La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, Ca-titres, PREDICA) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Banque de France) <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie personnelle - Vie professionnelle - Donnée de connexion - Informations financières 	
5.2 Détection et traitement des abus de marché	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société			

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
			mère du Groupe Crédit Agricole SA ; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CA-Titres, filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Autorité des Marchés Financiers)			
5.3 Gestion du risque	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont GIE COBALT, filiales informatiques)			
5.4 LAB / LAT / Sanctions internationales	Respect d'une ou plusieurs obligations légales ou réglementaires	Durées légales de prescription applicables	- Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA ; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole (dont CAPS, filiales informatiques) ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire ou administrative (dont Tracfin)		La Caisse Régionale a pu obtenir la communication de données auprès de : - Crédit Agricole SA en sa qualité d'organe central des Caisses régionales et de société mère du Groupe Crédit Agricole SA ; - Filiales nationales ou régionales du Groupe Crédit Agricole ; - Etat, organismes de place, autorité judiciaire	

Sous-finalité	Base juridique permettant le traitement	Durée de conservation des données	Destinataires des données	Transfert des données vers un pays non membre de l'UE	Données obtenues auprès de tiers	Informations complémentaires
					<p>ou administrative (dont Tracfin)</p> <p>Ces données relèvent des catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification, Etat Civil, etc... - Vie Personnelle - Vie Professionnelle - Informations financières 	

* Vous avez la possibilité de retirer votre consentement quant au traitement de vos données pour cette sous-finalité

** Vous avez la possibilité d'obtenir la communication d'une copie de ce document en adressant une demande à l'adresse suivante : Immobilier-securite-assistance@ca-aquitaine.fr

*** Vous avez la possibilité de vous opposer au traitement de vos données pour cette sous-finalité pour des raisons tenant à votre situation particulière (*sauf à ce que la Caisse Régionale ne prouve qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice*)